

Lettres du CEISIL

numéro spécial, juillet 2025

PRÉSENTATION

Le bulletin d'information du CEISIL est une initiative du Centro de Estudios de Investigaciones Sino-Latinoamericano pour présenter des résumés d'articles de recherche, des revues bibliographiques et des articles, entre autres. L'accent est mis sur la Chine et l'Amérique Latine, et le bulletin est ouvert aux collaborations sur des projets de recherche.

Dans ce numéro spécial, nous présentons trois textes issus des premiers bulletins écrits en espagnol pour sa diffusion en langue françaises. María José Haro Sly ouvre ce numéro en examinant le swap de monnaies entre les banques centrales, un enjeu crucial pour l'Argentine, mais tout aussi crucial pour la Chine, car il s'inscrit dans sa stratégie à long terme d'internationalisation du renminbi. Martin Burgos nous fait un bilan des investissements chinois sur le lithium en Amérique Latine, une des ressources naturelles les plus stratégiques de notre temps. Enfin, Gustavo Girado, directeur du CEISIL, nous détaille les politiques publiques qui ont permis l'émergence de Deepseek en Chine.

Nous espérons que ces informations seront de votre intérêt et n'hésitez pas à nous contacter par courriel pour nous faire part de vos suggestions et/ou commentaires.

Dr. Martín Burgos
Coordinateur des Lettres du CEISIL

Mg. Gustavo A. Girado
Directeur du CEISIL

TABLE DES MATIÈRES

[Le SWAP chinois et ses implications pour l'Argentine](#)

[Mg. Maria Haro Sly](#)

[La Chine dans la bataille pour la technologie du lithium](#)

[Dr. Martin Burgos](#)

[Les réglementations du secteur chinois des hautes technologies à l'origine de DeepSeek](#)

[Mg. Gustavo Girado](#)

Pour vous souscrire : ceislatam@unla.edu.ar



Le SWAP chinois et ses implications pour l'Argentine

Maria Haro Sly

Université Johns Hopkins

Haro Sly est titulaire d'une Licence en sociologie de l'Université d'Intégration Latino-Américaine (UNILA, Brésil). Elle est également titulaire d'un Master en Relations Internationales de l'UFSC (Brésil) et de la Silk Road School de l'Université Renmin (Chine). Elle est doctorante à l'Université Johns Hopkins (États-Unis).

Depuis la crise financière de 2008, la Banque populaire de Chine (BPC) a conclu des accords bilatéraux de swap de devises avec plus de 40 banques centrales pour un montant total de 4.170 milliards de renminbi (RMB) (586 milliards de dollars) (BPC, 2024). Ces accords trouvent leur origine dans l'Initiative de Chiang Mai, un réseau régional de swaps multilatéraux entre les pays de l'ASEAN. Le premier swap de la BPC a été signé avec la Corée du Sud, marquant le début d'un programme visant à fournir des liquidités en renminbi – plutôt qu'en dollars – aux banques centrales partenaires. Il est à noter que ces lignes de swap ne produisent pas d'intérêts, sauf en cas de déclenchement.

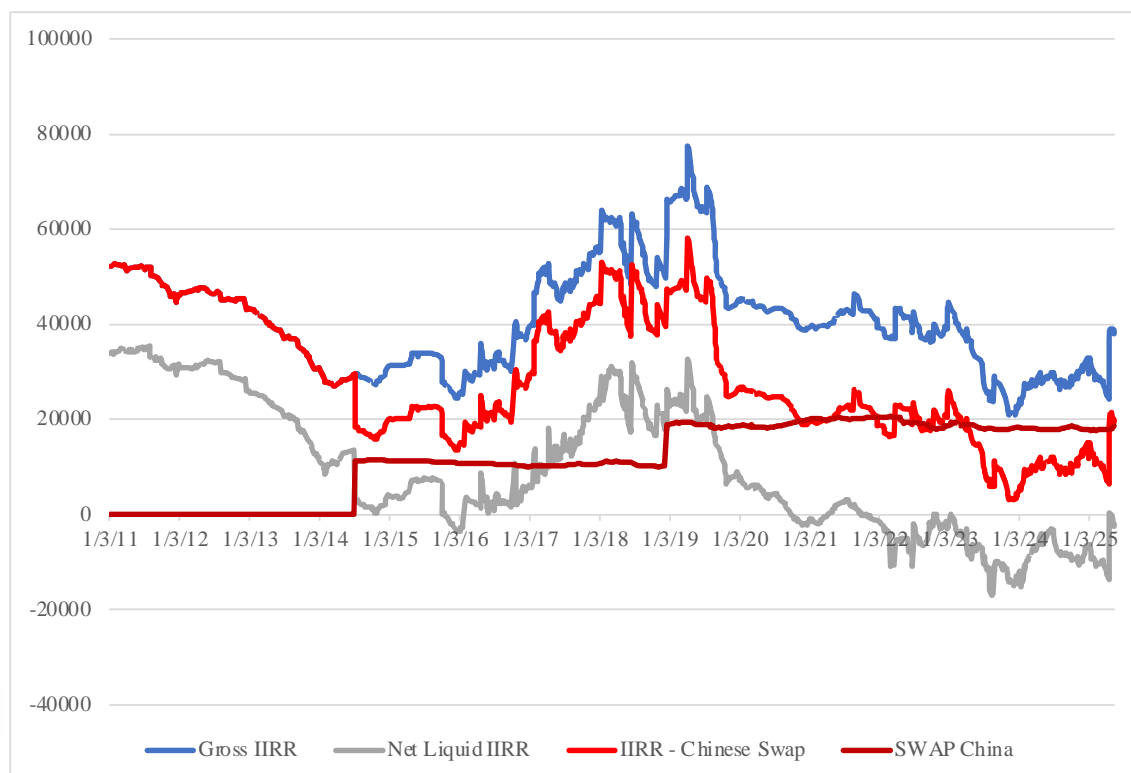
Le dollar demeure la principale monnaie de réserve mondiale, participant à près de 90 % des transactions de change (BIS, 2022). Son hégémonie influence le commerce, les flux de capitaux et la politique. Cependant, la part des réserves officielles en dollars est tombée sous la barre des 60 % en 2022, son plus bas niveau depuis deux décennies. Cette évolution a suscité des spéculations sur d'éventuelles monnaies concurrentes, notamment l'internationalisation du RMB, portée par la croissance économique chinoise, les avancées technologiques (par exemple, les cryptoactifs) et les réalignements géopolitiques. En mai 2024, le RMB représentait 4,47 % des paiements mondiaux, reflétant une internationalisation lente mais progressive.

Une étape importante de ce processus a été la décision du FMI en 2015 d'inclure le RMB dans le panier des Droits de Tirage Spéciaux (DTS), aux côtés du dollar, de l'euro, du yen et de la livre sterling. Cette décision a confirmé le statut du RMB comme monnaie « librement utilisable », bien que son adoption soit encore limitée par les restrictions imposées par la Chine sur son compte de capital.

Dans ce contexte d'expansion du RMB, l'Argentine a signé son premier accord avec la Chine en 2009, d'une valeur de 70 milliards de yuans (presque 10 milliards de dollars). Depuis lors, l'Argentine a activé à plusieurs reprises sa ligne de swap pour faire face aux pressions sur sa balance des paiements, faciliter les échanges commerciaux et même s'acquitter de ses obligations envers le Fonds monétaire international (FMI). Les lignes de swap chinoises ont joué un rôle crucial dans la stabilisation de la macroéconomie argentine depuis 2009, renforçant les réserves de la Banque centrale sans générer de coûts supplémentaires lorsqu'elles étaient utilisées comme filet de sécurité et avec des taux d'intérêt relativement bas lors de l'activation des tranches de swap (Haro Sly, 2023).

En 2017, sous la présidence de Mauricio Macri, la BCP et la Banque Centrale de la République Argentine ont renouvelé l'accord de swap pour 70 milliards de yuans. Un accord supplémentaire de 60 milliards de yuans a été signé en 2018, portant le total à 130 milliards de yuans (20 milliards de dollars). En 2022, le gouvernement d'Alberto Fernández a renouvelé et étendu le swap avec la Chine à 150 milliards de yuans (23,4 milliards de dollars). Avec le ministre d'Économie Sergio Massa, deux tranches supplémentaires ont été activées : la première, équivalente à 5 milliards de dollars, et une fois celle-ci épuisée, une seconde tranche de 1,5 milliard de dollars. De ce dernier montant, des fonds ont été alloués à trois paiements en yuans au FMI : le 30 juin pour plus d'1 milliard de dollars, le 1er novembre pour 796 millions de dollars et le 7 novembre pour 884 millions de dollars supplémentaires. Le 10 avril 2025, la Banque Centrale d'Argentine et la BCP ont convenu de renouveler la partie active du swap pour 35 milliards de renminbi (environ 5 milliards de dollars) pour une période supplémentaire de 12 mois. Le graphique montre la variation du swap avec la Chine (« Swap Chine ») par rapport aux réserves internationales brutes (« Gross IIRR ») et aux réserves liquides nettes (« IIRR liquide net ») de la Banque Centrale argentine de janvier 2011 à mars 2025.

Graphique 1 : Réserves liquides brutes et nettes et swap avec la Chine (en millions de dollars)



Source : Élaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Centrale d'Argentine

Lors de sa visite à Buenos Aires en avril 2025, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a exprimé son ferme soutien aux réformes économiques mises en œuvre par le président Javier Milei, notamment aux ajustements budgétaires, monétaires et de change du gouvernement. Il a

souligné l'importance du programme de 20 milliards de dollars du FMI et des prêts supplémentaires de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, éléments clés de la stabilisation de l'économie argentine.

Toutefois, tout en soutenant ces réformes, Bessent a également exprimé son inquiétude face à l'influence croissante de la Chine en Amérique latine, qualifiant de « prédateurs » les accords de prêt chinois dans les pays du Sud. Dans une déclaration sans détour, il a suggéré que l'Argentine mette fin à son accord de swap avec la Chine dès qu'elle aurait accumulé des réserves suffisantes. Le swap, d'une valeur de 20 milliards de dollars, n'a été que partiellement activé, 5 milliards de dollars ayant été utilisés à ce jour. En réponse, l'ambassade de Chine en Argentine a publié une déclaration exprimant son « profond mécontentement », rejetant la qualification de « prédateurs » des accords financiers chinois par Bessent. L'Ambassade a souligné que la coopération de la Chine avec les pays en développement, dont l'Argentine, est mutuellement bénéfique et exempte de conditions politiques. Cet échange met en lumière la complexité des liens de l'Argentine avec les États-Unis et la Chine.

Un mois plus tard, le 16 mai, Mauricio Claver-Carone, ancien directeur du FMI à l'origine du plus important prêt de l'histoire du FMI accordé au gouvernement de Mauricio Macri, déclarait : « Tant que le pays bénéficie du swap, il est lié à la Chine et dépend de ce swap pour se maintenir à flot. Par conséquent, l'Argentine n'est pas libre. » L'ambassade de Chine en Argentine a répondu : « Vos commentaires sur la coopération sino-argentine par le biais des swaps de devises sont remplis de clichés, de préjugés et de manipulations de la doctrine Monroe. »

Le FMI lui-même a reconnu que les garanties de financement de la Chine sont essentielles à la stabilité économique de l'Argentine, en particulier le refinancement du swap auprès de la Banque centrale d'Argentine (BPC). Cette évaluation contredit directement la rhétorique de Bessent et Claver-Carone et révèle une tension entre les objectifs de la politique américaine et les besoins économiques de l'Argentine. En l'absence de mécanismes d'accumulation de réserves réels et durables par les gouvernements argentins successifs, le swap Chine – dont les montants stables dépassent 15 milliards de dollars et dont 5 milliards sont librement disponibles – a constitué l'un des piliers les plus solides des réserves brutes de la Banque centrale. De plus, le remboursement de la dette de l'Argentine envers le FMI, ainsi que sa fragile stabilité macroéconomique, dépendent actuellement à la fois du swap et des dollars provenant des exportations vers la Chine.

Références

BPC (2024) "China's Central Bank Signs 40 Currency Swap Agreements with Foreign Counterparts," accessed May 26, 2025 https://english.www.gov.cn/news/202402/16/content_WS65cef3efc6d0868f4e8e40d3.html.

BIS (2022) "Revisiting the International Role of the US Dollar," December 5, 2022, https://www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qt2212x.htm.

Haro Sly, M.J. (2023) Anarco-capitalismo: Argentina entre China y el FMI. <https://www.phenomenalworld.org/es/analisis/anarcocapitalismo/>



La Chine dans la bataille pour la technologie du lithium

Martin Burgos

Martin Burgos est titulaire d'une Licence en économie (UBA), d'un Master à l'EHESS-Paris et d'un Doctorat en économie du développement (Universidad Nacional de Quilmes). Il enseigne au sein du programme d'études chinoises contemporaines de l'UNLA et d'autres programmes de troisième cycle sur la Chine. Chercheur et professeur FLACSO.

Le lithium, autrefois inconnu du grand public, est devenu une préoccupation majeure pour les grandes puissances mondiales. Utilisé dans les batteries des appareils portables tels que les téléphones et les ordinateurs, et de plus en plus dans les automobiles, cette ressource a un avenir lié à la transition énergétique, par lequel l'abandon des combustibles fossiles comme le charbon et le pétrole cède la place aux énergies renouvelables. La voiture électrique représente une transformation majeure par rapport aux générations précédentes, car les réglementations environnementales pourraient modifier les principaux acteurs de ce secteur, actuellement dominé par les pays occidentaux et le Japon.

L'Europe, les États-Unis et les pays asiatiques sont en compétition pour conquérir une part croissante du marché mondial de la voiture électrique. Les plus grandes marques occidentales ont investi massivement dans le développement de véhicules électriques ou hybrides, avec l'aide de leurs gouvernements. Récemment, l'Union Européenne n'a pas hésité à protéger son industrie par des droits de douane : elle appliquera des droits de douane de 35,3 % au constructeur chinois SAIC (MG et Maxus, entre autres marques), de 18,8 % à Geely et de 17 % à BYD, pour une durée maximale de cinq ans. La Chine a déjà demandé la création d'un groupe spécial de règlement des différends commerciaux auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce, argumentant qu'elle le fait pour « préserver les intérêts du développement de l'industrie des véhicules électriques et de la coopération mondiale en matière de transition écologique ». De même, le Brésil a augmenté les droits de douane sur les véhicules électriques de 10 % à 18 %, incitant plusieurs entreprises chinoises à s'implanter dans le pays pour contourner les barrières imposées. BYD a récemment fait l'annonce la plus marquante : elle produirait 100.000 voitures par an à partir de 2025 dans ses installations de Camaçari, dans l'État de Bahia. De même, la

holding publique GAC (Guangzhou Automobile Group) a annoncé son arrivée pour commencer à produire des voitures électriques et hybrides chez le géant sud-américain. Ces investissements semblent excessifs pour l'instant, compte tenu de la faible consommation de véhicules électriques dans la région et de la faible demande mondiale pour ce segment de véhicules.

Mais le conflit économique ne se limite pas au marché des véhicules électriques ; en aval, la sécurisation de la matière première est de première importance. Chaque constructeur automobile a noué des liens avec des mines de lithium à travers le monde, notamment en Amérique du Sud, où se trouvent d'importantes réserves en Argentine, en Bolivie et au Chili. En Argentine, les sociétés minières de lithium actuellement en production sont Livent à Catamarca (d'origine américaine) ; Allhem, d'origine australienne mais contrôlée par Toyota (Japon) ; Eramet (un partenariat entre l'entreprise française Eramet et l'entreprise chinoise Tsingshan Holding Group) ; et l'entreprise chinoise Jiangxi Ganfeng Lithium.

L'entreprise privée Tsingshan Holding Group a été fondée en 1988 par Xiang Guangda à Wenzhou et est devenue un leader mondial de la production de nickel et d'acier inoxydable, et est également impliquée dans la fabrication de batteries au lithium. Quant à Jiangxi Ganfeng Lithium, elle est également une entreprise privée fondée en 2000 par Li Liangbin et Li Huabiao dans la ville de Xinyu.

Mais ces entreprises ne sont pas les seules à investir en Argentine : sur les 43 projets existant, cinq autres sont d'origine chinoise, menés par Revotech Asia Limited, Zijin Mining Group (une société publique basée à Shanghai, province du Fujian) et Zangge Mining (une société originaire du Qinghai), en plus de Ganfeng et Tsingshan.

Projets de lithium d'origine chinoise en Argentine

Nom	Province	Étape	Entreprise Chinoise	Partie contrôlée	Entreprise associée	Origine
Cauchari-Olaroz	Jujuy	Production	Ganfeng Lithium	47%	Lithium Americas /JEMSE	Canada/ Argentine
Centenario-Ratones	Salta	Production	Tsingshan	49%	Eramet	France
Laguna Verde	Catamarca	Exploration initiale	Zangge Mining	65%	Ultra Lithium	Canada
Mariana	Salta	Construction	Ganfeng Lithium	100%		
Pozuelos	Salta	Faisabilité	Ganfeng Lithium	100%		
Sal De Los Ángeles	Salta	Faisabilité	Revotech Asia	46%	Tibet Summit Resources	Chine
Tres Quebradas	Catamarca	Construction	Zijin Mining	100%		

Source : Préparé par l'auteur à partir des données du Ministère d'Économie argentine.

La question que nous nous posons est de savoir s'il est possible de fabriquer des batteries au lithium dans la région, compte tenu de l'existence de cette matière première et de l'installation des premières usines de voitures électriques au Brésil. Pour combler cet écart entre les matières premières (actuellement disponibles dans des pays comme l'Argentine, le Chili et la Bolivie) et les usines de fabrication automobile implantées au Brésil, plusieurs conditions doivent être réunies, aujourd'hui difficiles à remplir :

La première est la nécessité d'une politique scientifique et industrielle cohérente. Ces dernières années, l'Argentine a été le pays qui a le plus progressé dans la fabrication de batteries au lithium

grâce à Y-TEC, un partenariat entre l'entreprise pétrolière YPF et CONICET (Commission nationale de recherche scientifique et technologique). Les progrès réalisés sont remarquables, mais la demande pour que ces batteries atteignent une échelle industrielle reste insuffisante.

Ce qui nous amène à la deuxième condition : que le secteur privé s'approprie ce projet ou s'en inspire pour l'intégrer à sa production industrielle. C'est sans aucun doute l'une des clés de l'autonomie régionale dans un secteur d'avenir comme l'électromobilité. Dans le cas d'Y-TEC, la technologie ne peut être transférée au secteur privé, faute de projets significatifs justifiant une production à grande échelle.

Le troisième facteur est l'accord entre les gouvernements de la région visant à renforcer la spécialisation et à coordonner leurs efforts. De ce fait, toute divergence idéologique entre les gouvernements peut constituer un obstacle au développement du secteur.

Le quatrième facteur est le défi logistique : l'éloignement des centres de consommation et de production rend le transport du carbonate de lithium des salines andines vers le Brésil très coûteux. Ces coûts pourraient être réduits par la voie maritime, passant par le Chili et le sud du continent.

Le cinquième facteur est la distorsion des stratégies des entreprises elles-mêmes, tant celles de l'industrie du carbonate de lithium que celles de l'industrie automobile. Y-TEC a constaté les difficultés d'approvisionnement en carbonate de lithium national lorsque les sociétés minières lui ont bloqué leurs ventes. Seules les négociations du gouverneur de la province de Catamarca ont permis de convaincre l'entreprise nord-américaine Livent de vendre à Y-TEC une partie de ses excédents de carbonate de lithium aux prix internationaux.

Cette expérience traduit la réticence des entreprises multinationales à laisser la concurrence se développer dans les pays périphériques. Tout semble indiquer que leur stratégie consiste à envisager les activités minières et automobiles à l'échelle mondiale, plutôt qu'à se coordonner localement, comme c'est le cas de Toyota, qui détient une participation dans l'exploitation minière du lithium et une usine automobile en Argentine, sans qu'il existe de connexion entre ces filières. La politique suivie par l'entreprise japonaise semble être la même que celle de toutes les multinationales, y compris chinoises.



Les réglementations du secteur chinois des hautes technologies à l'origine de DeepSeek.

Gustavo Girado

Master en Relations Internationales FLACSO. Licence d'économie (UBA). Directeur du programme de troisième cycle en Études Chinoises Contemporaines. Directeur du Centro de Estudios de Investigaciones Sino-Latinoamericano (CEISiL). Universidad Nacional de Lanús, UNLa. Courriel : ggirado@yahoo.com

Les cadres réglementaires institutionnels chinois, les agences, sont nombreux et ne sont ni uniformes ni homogènes. Cependant, une tendance se dégage de leur action : les autorités de régulation peuvent se montrer très laxistes à un moment donné du processus réglementaire du développement d'un secteur, voire indulgentes, notamment lorsque le produit et/ou le service bénéficie du soutien politique et économique du gouvernement pour sa croissance et son déploiement. Plus tard, lorsque la situation évolue, ces agences peuvent apparaître très strictes et sévères. En l'occurrence, aux débuts du développement des technologies grand public en Chine, les agences se sont fermement opposées à l'imposition d'une réglementation stricte à ces entreprises technologiques chinoises, comme Alibaba, qui, en tentant de s'implanter sur le marché, ont dû faire face à de nombreuses plaintes de concurrents, comme JD.com. L'absence de freins et contrepoids dans le système réglementaire du secteur à ses débuts a donné aux agences une grande liberté de décision pour réguler la participation de ces entreprises dans un secteur où les règles de fonctionnement, ou les normes, n'étaient pas encore établies.

Apportons quelques précisions macroéconomiques : la Chine s'efforce (depuis les quatre derniers plans quinquennaux) de faire de la consommation privée la variable de la demande globale qui stimule l'économie, remplaçant ainsi les exportations et l'investissement public. Cet aspect mériterait un article à part entière, mais je l'évoque car il est important de comprendre pourquoi la Chine a d'abord promu, puis restreint, les technologies visant à influencer le secteur de la consommation publique. Au début des années 2010, les priorités politiques chinoises soutenaient fortement les entreprises technologiques liées à la consommation des citoyens, ce qui a conduit les organismes de réglementation à se montrer permissifs envers ces entreprises, voire à faire preuve d'une inaction totale face aux fusions. À cet égard, le gouvernement a envoyé

un signal politique fort en 2015 en lançant l'initiative Internet Plus, un plan quinquennal visant à améliorer les secteurs manufacturiers et de services traditionnels grâce à l'intégration du big data, du cloud computing et d'autres technologies de l'Internet des objets (IoT).

C'est précisément pour cette raison que certains auteurs soulignent que les technologies grand public constituent un cas d'étude idéal, dans la mesure où l'on peut observer l'intégralité du cycle réglementaire, de l'absence initiale de réglementation à la « répression » qui s'ensuit, lorsque les entreprises technologiques sont contraintes de modifier leur comportement antérieur. Après le resserrement des règles, une plus grande flexibilité réglementaire est apparue (au cours des quatre ou cinq dernières années, les mesures les plus répandues, corroborées par celles prises pendant la pandémie, ont concerné les secteurs de l'immobilier, de la banque et de la finance, ainsi que d'autres secteurs allant de la livraison à domicile, Didi et à la location de voitures). Cette « répression technologique » découle du fait que les entreprises technologiques ont été les plus touchées par ces nouvelles mesures. Il s'agit d'une caractéristique plus récente (au cours des trois dernières années) du processus réglementaire, Pékin ayant promulgué diverses réglementations couvrant des domaines allant de la protection de la concurrence à la protection des données. Ce contrôle a ensuite été assoupli et, le 13 février 2023, l'Administration d'État pour la régulation des marchés (SAMR, l'autorité de régulation antitrust) a tenu sa conférence annuelle sur le travail antitrust et défini son objectif : maintenir la « ligne de sécurité du développement » et renforcer son « effet de liaison » avec les marchés internationaux. Cette décision a marqué un changement d'approche du gouvernement chinois à l'égard du secteur technologique.

Lorsque l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a présenté la première version des règles régissant l'intelligence artificielle (IA) générative, celle-ci était extrêmement stricte. Plusieurs plaintes du secteur ont été recueillies, et les réglementations et restrictions les plus strictes ont donc été édulcorées dans la version finale, envoyant un signal politique très fort : parmi les agences de régulation, la faction pro-développement l'a emporté sur la faction pro-réglementation¹. En remontant le processus expliquant pourquoi la Chine se trouve à ce stade, nous pourrions observer le contexte à l'origine de cette croissance impressionnante du secteur.

Durant cette période de dynamisme et de promotion, les acteurs privés ont contribué à façonner ces dispositifs. Ainsi, Jack Ma (Alibaba) et Pony Ma (fondateur et PDG de Tencent) ont activement participé à la définition officielle du fonctionnement du secteur, faisant des entreprises technologiques chinoises des acteurs clés du processus décisionnel². Ils comprenaient les priorités du gouvernement et ont exercé des pressions pour obtenir un soutien politique, soulignant que la croissance des entreprises de technologies grand public était essentielle à l'essor de l'économie chinoise. Par conséquent (et nous essayons maintenant de réunir ce qui a été exprimé jusqu'à présent), de 2015 jusqu'à la « répression technologique » de 2020, cette période a été un véritable boom pour les technologies grand public chinoises, avec un fort soutien du gouvernement. Plus précisément, à partir de fin 2020, le gouvernement chinois a intensifié sa réglementation du secteur des technologies financières, affectant certains des principaux conglomérats Internet et les obligeant à se recentrer sur la conformité réglementaire locale après plusieurs années d'expansion rapide, ce qui a donné lieu à de graves tensions réglementaires.

Permettez-moi une brève digression : il y a près de cinq ans, Jack Ma incarnait la croissance économique spectaculaire de la Chine. À cette époque, l'homme d'affaires le plus riche et le plus célèbre du pays était sur le point de devenir l'un des plus riches du monde. Durant cette période de croissance et d'expansion (son entreprise Alibaba a créé AliPay, inaugurant l'ère du paiement

¹ Selon Angela Huyue Zhang, professeure agrégée de droit à l'Université de Hong Kong et experte en réglementation technologique chinoise, la loi sur la réglementation de l'IA a été finalisée, de la première ébauche à la version finale, en seulement trois mois – très rapidement – afin de garantir aux investisseurs que la réglementation vise à permettre au secteur de se développer avec le moins d'obstacles possible.

² Officiellement, certaines de ces personnes – des leaders technologiques – sont membres du Parti communiste chinois, comme Jack Ma. Plusieurs autres participent activement à des événements politiques tels que l'Assemblée nationale populaire ou la Conférence consultative politique du peuple chinois. Par exemple, Pony Ma a soumis plus de 50 propositions à l'APN au fil des ans, démontrant qu'il s'agit d'un canal important pour influencer et façonner les initiatives politiques aux plus hauts niveaux du pouvoir politique.

mobile), il a créé AntGroup (sa société FinTech)³, qui, à l'occasion d'un événement très attendu par le marché concernant la finalisation de son introduction en bourse (IPO), devait surpasser le lancement record du géant du e-commerce Alibaba. À l'époque, les médias le présentaient comme (et il l'était) le Bill Gates ou le Steve Jobs chinois, un modèle du commerce à l'occidentale en Chine. Cependant, avant même le discours fatidique de Jack Ma en octobre 2020 (où il critiquait la décision de promouvoir un contrôle financier renforcé de ses entreprises) et l'annulation de l'introduction en bourse d'AntGroup (l'autorité de régulation l'ayant interdite 48 heures avant sa date prévue), Pékin s'efforçait déjà de freiner les entreprises fintech. C'est ce point que nous souhaitons souligner pour comprendre le contexte de l'émergence de DeepSeek.

Les manifestations publiques de cette répression réglementaire ont été les désaccords mentionnés précédemment entre Ant Group et la Banque populaire de Chine (BPC, la banque centrale chinoise), ou, par exemple, les scandales financiers impliquant Anbang Group et Tomorrow Group (qui contrôlait Baosha Bank). À chaque fois, le gouvernement avait des raisons solides et légitimes de s'en prendre à ces entreprises. Il a également annoncé de nouvelles lois sur la protection de la vie privée, modifié la réglementation des transferts de données transfrontaliers, introduit de nouvelles mesures dans le secteur des jeux vidéo et interdit la diffusion en ligne de certains types de contenus. Les défaillances de ces deux institutions ont démontré au régulateur la nécessité d'adopter une position plus ferme dans la régulation des entreprises fournissant des services similaires. Mais pourquoi la BPC était-elle particulièrement préoccupée ? Parce que sa mission ne se limite pas à agir en tant que banque centrale ; elle doit également garantir la stabilité financière. Si AntGroup devait faire face à un problème, comme ce fut le cas pour Baoshang Bank, la BPC devrait intervenir pour le sauver. Dès 2018, la BPC avait déjà publié des réglementations visant à renforcer la surveillance des entreprises fintech et souhaitait également imposer des exigences plus strictes en matière de réserves de capital afin de garantir aux entreprises comme Ant des garanties suffisantes.

À l'été 2020, la BPC avait déjà publié des projets de réglementation et des avis visant à limiter les risques liés à la finance numérique. Même après le dépôt du dossier d'introduction en bourse d'Ant, le régulateur a continué de harceler Ant et a indiqué qu'il la réglementerait⁴. Selon un rapport de l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT), en raison de ces réglementations, les investissements et le financement dans le secteur Internet chinois ont considérablement diminué au premier trimestre 2022, chutant de 42,6 % en glissement trimestriel et de 76,7 % en glissement trimestriel en 2021⁵.

La campagne de réglementation a impliqué de multiples autorités, chacune avec ses propres agendas et objectifs politiques. Les mouvements visant à réguler les entreprises fintech, par exemple, semblaient suivre une logique distincte de ceux visant à gérer la concurrence entre plateformes. Il ne semble pas non plus qu'il s'agisse d'un phénomène temporaire, après lequel le statu quo ante serait rétabli. Il serait peut-être plus juste (et c'est le cas) de considérer les mesures de ces dernières années comme une « rectification », par laquelle les autorités cherchent à introduire de nouveaux outils et exigences réglementaires pour des activités économiques qui affectent la vie de plus d'un milliard d'utilisateurs. Et voici la digression que nous souhaitons donner à ces notes : les services financiers pour les entreprises technologiques et l'absence de réglementation qui en découle sont ce qui pousse les entrepreneurs privés (Zuckerberg, Musk, Gates, etc.) à acquérir une quantité extrêmement importante d'informations, tant qualitatives que quantitatives, qui constitue le cœur de leur activité, d'autant plus que l'informatique est devenue un secteur d'activité autonome et que sa croissance qualitative (c'est-à-dire sa compétence)

³ L'échec de l'introduction en bourse de AntGroup fin 2020 a suscité pour la première fois des rumeurs de « répression technologique » en Chine. Lors de son introduction en bourse, Ant était valorisée à 320 milliards de dollars, ce qui faisait de cette scission d'Alibaba une entreprise plus importante que J.P. Morgan, alors la plus grande banque mondiale.

⁴ Ant s'appelait initialement Ant Financial. Elle a changé de nom pour devenir Ant Group en juillet 2020 afin d'éviter d'être contrôlée par une holding financière. Dans son prospectus d'introduction en bourse, elle était présentée non pas comme une fintech, mais comme une entreprise technologique, ce qui lui a permis d'atteindre une valorisation bien plus élevée.

⁵ Selon la même source, ce déclin a entraîné des licenciements dans les entreprises Internet, avec un total de 216.800 emplois supprimés entre juillet et mi-mars.

dépend de la quantité croissante d'informations disponibles, affinant ainsi les résultats qu'ils fournissent au client.

Mais en tant que tel, le secteur des technologies de l'information (au sens large) peut être utilisé à de multiples fins qui, en fin de compte (et soyons généreux), ne sont pas dans l'intérêt commun. La Chine, le Politburo, perçoit les conséquences de ce manque de réglementation dans un secteur où les normes, les modèles et les standards sont encore en cours d'élaboration, un secteur de haute technologie où les entreprises chinoises ont leur mot à dire sur certains segments à l'échelle mondiale. Le gouvernement chinois perçoit les conséquences de l'accord Cambridge Analytical et Facebook, les conséquences des actions monopolistiques des entreprises nord-américaines dans l'UE et du procès qui a suivi, les erreurs des autorités de l'hémisphère nord en matière de réglementation occidentale et les difficultés que cela entraîne dans un système où les États défendent les entreprises technologiques et leurs intérêts. Rappelons que cette avancée collecte des données, des données personnelles. Le gouvernement chinois est bien sûr conscient que le projet collectif prime sur les intérêts individuels des célèbres capitalistes chinois, dirigeants de grandes entreprises, qui concurrencent les entreprises technologiques occidentales. De plus, Jack Ma est un pionnier des systèmes de paiement numérique (son Alibaba a donné naissance à AliPay, comme nous l'avons vu), et s'oriente ensuite vers le microcrédit – jusqu'alors non réglementé – laissant vulnérables les banques publiques, qui manquent de ce développement et voient la solidité du système menacée. Cela met en lumière tous les signaux d'alarme sur le tableau de bord du Politburo.

Stimuler la croissance du secteur et se hisser à l'avant-garde technologique des services financiers était déjà un objectif des politiques publiques planifiées, largement exploité par les brillants entrepreneurs technologiques chinois, nouvelles étoiles du firmament oriental dans la compétition avec l'Occident pour établir des normes dans le secteur des hautes technologies. D'un point de vue politique, si cette masse infernale d'informations doit rester exclusivement entre des mains privées, comme c'est le cas en Occident, il faut l'empêcher. Bien sûr, si cet apport est essentiel au fonctionnement du secteur, la Chine sait qu'il est nécessaire, mais elle sait aussi qu'il ne peut être absent en tant qu'État, compte tenu de son intention de contrôler ce qui en est fait, qui bénéficie de son utilisation et, surtout, comment les profits de ces entreprises puissantes et compétitives – qui reposent sur l'enregistrement des comportements individuels (goûts, coutumes) – sont homogénéisés afin que l'ensemble de la société puisse également s'approprier ces connaissances et les bénéfices qui en découlent. En bref, démocratiser les bénéfices grâce au contrôle public, afin que les écarts de revenus ne se creusent pas et que chacun puisse bénéficier du progrès technologique.

Avec l'IA, nous sommes au tout début du cycle. Vers 2018, les régulateurs chinois ont accordé une attention particulière à l'IA après avoir constaté l'affaire Cambridge Analytica et constaté que la manipulation du discours public par une grande plateforme comme Facebook pouvait avoir d'énormes implications politiques. C'est ainsi que l'enquête sur des entreprises comme ByteDance (Tik Tok) a débuté et que la CAC a été la première agence à publier une législation réglementant les algorithmes de recommandation en 2021. Ce constat a donné naissance aux politiques dites de « répression », auxquelles The Economist et Foreign Affairs ont si souvent fait référence ces dernières années, soulignant l'incapacité de la Chine à rivaliser dans la course technologique, compte tenu de ce qu'ils qualifient de nature oppressive du gouvernement et de sa réglementation, qui étouffe l'esprit d'entreprise et l'imagination des entrepreneurs chinois. Ils considéraient la Chine comme vaincue dans cette course. C'était il y a seulement cinq ans. Nous connaissons « avec un grain de sel » les progrès de la Chine non seulement dans ce segment des technologies de l'information, mais aussi son travail accéléré pour remplacer les produits que l'Occident bloque pour freiner son avancée technologique (notamment dans les semi-conducteurs).

En janvier 2022, le gouvernement chinois, grâce à l'effort conjoint de neuf ministères et commissions, a publié un document intitulé « Avis sur la promotion d'un développement normalisé, sain et durable de l'économie des plateformes », dans lequel il réaffirmait son engagement à réglementer les activités interdites des plateformes, telles que les monopoles, la concurrence déloyale et l'utilisation abusive des données des utilisateurs. Les contrôles imposés aux algorithmes de recommandation de contenu généré par l'IA sont les derniers d'une série de règles mises en œuvre en Chine sur la production et la diffusion d'informations en ligne : une

partie de cette rectification a servi à « normaliser » les géants de la tech, éliminant leur apparent sentiment d'invulnérabilité. Plus généralement, Pékin a indiqué que les plateformes technologiques doivent agir en bons citoyens, assumer la responsabilité première de leurs contenus et de l'impact de leurs modèles économiques, et contribuer aux objectifs sociaux et économiques globaux du Parti (il convient de le souligner). Autrement dit, en faisant passer l'intérêt collectif avant tout. Cela signifie que la rectification de 2020 a ciblé de nombreux excès associés à l'industrie technologique observés dans l'hémisphère nord, depuis la commercialisation des données des utilisateurs par les entreprises (et même la création illégale de subjectivité pour élire certains candidats, un fait reconnu et poursuivi) jusqu'aux conditions onéreuses et anticoncurrentielles imposées par les plateformes aux annonceurs tiers. Observer ce que font les entreprises technologiques dans les démocraties libérales occidentales est ce que la Chine souhaite éviter. En particulier, les conséquences de la mise entre les mains de ceux qui les utilisent à leur propre profit. Récemment, DeepSeek a démontré qu'il était possible de suivre sa propre voie et d'utiliser des technologies sans frontières, dans le cadre de réglementations étatiques, avec pour seul objectif le bien commun chinois – déjà un enjeu national –, ce qui pourrait constituer un exemple de voie vers la « prospérité commune », la politique phare de Xi Jinping.

**DEPARTAMENTO
DE PLANIFICACIÓN
Y POLÍTICAS PÚBLICAS**

EDIFICIO JOSÉ HERNÁNDEZ
CEISLATAM@UNLA.EDU.AR

PREDIO
29 DE SEPTIEMBRE 3901
REMEDIOS DE ESCALADA
BUENOS AIRES, ARGENTINA

